

Rétablissement de Limites

Concernant la propriété sise :

- Département de la Haute-Garonne
- Commune de CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS
- Propriété cadastrée section D n° 1250
- Appartenant à M. Francis J [REDACTED]

Dossier : 200565

Date : mercredi 30 septembre 2020

Suivi : Roman TURROQUES

Vérificateur : Laurent POUJADE

Relevé préalable effectué le : lundi 17 août 2020 à 14h00

Siège social : 55 bis avenue Etienne Soulié - 12200VILLEFRANCHE DE ROUERGUE - Tél.:05 65 45 16 55 - Fax :05 65 45 56 77
Bureau secondaire : Le Vivaldi 32 rue Saint Firmin 12850 ONET LE CHATEAU – Tél: 05.65.67.20.22 – Fax : 05.65.67.73.90
Bureau secondaire : 9 rue du Lac, ZA Pechnaquie- 31340 VILLEMUR SUR TARN – Tél: 05.61.09.26.87 – Fax : 05.61.35.06.17
Permanence de BARAQUEVILLE : 38 Avenue de Rodez – 12160 BARAQUEVILLE - Tél.:05 65 69 11 45
Permanence de CAJARC : 65 Bd du Tour de Ville - 46160 CAJARC - Tél.:05 65 40 75 23
Permanence de CARMAUX : 30 Avenue Jean Jaurès - 81400 CARMAUX - Tél.: 05 63 54 46 45
Permanence de CASTELGINEST : 38 rue Magressolles - 31780 CASTELGINEST - Tél: 05 62 75 25 66
Permanence de RIEUPEYROUX : 25 Avenue du Rouergue - 12240 RIEUPEYROUX - Tél.:05 65 65 53 09
Permanence de RIGNAC : 6 place du foirail - 12390 RIGNAC - Tél.:05 65 64 87 65
E-mail : contact@lbpe.com - www.lbpe.com

S.A.R.L. de Géomètres-Experts au capital de 171 630 Euros – RCS Rodez 501 700 512 - SIRET 501 700 512 000 12 - Code APE 71 12A - TVA intracommunautaire FR 785501700512 – Inscription à l'Ordre des Géomètres-Experts N° 2008B200001



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

A la requête de M. Francis J , propriétaire de la parcelle ci-après désignée, je soussigné Laurent POUJADE Géomètre-Expert à CASTELGINEST, inscrit au tableau du conseil régional de Toulouse sous le numéro 05095, ai été chargé de procéder au rétablissement des limites de la propriété cadastrée commune de Castelnau-d'Estrétefonds section D n° 1250 et dresse en conséquence le présent procès-verbal. J'ai donné un mandat à M. Roman TURROQUES pour me représenter le jour de l'opération de rétablissement de limites.

Article 1 : Désignation des parties

PROPRIÉTAIRE(S) DEMANDEUR(S) :

1) M. Francis J

M. Francis J né le 03/03/1960 à Monsegur (Lot-et-Garonne) demeurant 216 Rte De Saint Rustice 31620 CASTELNAU D ESTRETEFONDS propriétaire de la parcelle cadastrée commune de Castelnau-d'Estrétefonds section D n° 1250.

Au regard de l'acte de Licitation dressé le 29/11/2002 par Maître Jacques ANDRIEU notaire à Toulouse et publié au fichier immobilier le 24/01/2003 volume 2003P. Cet Acte concerne les parcelles cadastrées section D n° 990, D n° 1003, D n° 1004, D n° 1002 et D n° 1250, relatives à la propriété de M. Francis J

PROPRIÉTAIRE(S) RIVERAIN(S) CONCERNÉ(S) :

2) M. Gerard G

M. Gerard G né le 10/12/1957 à Suresnes (Paris) demeurant 140 Rte De Saint Rustice 31620 CASTELNAU D ESTRETEFONDS propriétaire de la parcelle cadastrée commune de Castelnau-d'Estrétefonds section D n° 1292.

au regard de l'acte de dressé le par Maître.
..... notaire à et publié au fichier immobilier le
volume.

Article 2 : Objet de l'opération

La présente opération de rétablissement de limites a pour objet de rétablir la limite certaine et reconnue définie entre : par les points 4 - 20 - 26 sur l'acte foncier suivant annexé aux présentes :

Points 4-14-86 : Croquis de delimitation dressé le 26/11/1979 établi par M. Michel ARMAND Géomètre-Expert à Fronton (Ref : 79421). Ce document concerne les parcelles cadastrées section D n° 1308, D n° 1002, D n° 1250 et D n° 1292.

annexé aux présentes fixant les limites séparatives communes et les points de limites communs entre :

Commune	Lieu-Dit	Section	Numéro	Observations
Castelnau-d'Estrétefonds	le deves	D	1250	

et d'autre part la parcelles cadastrée :

Commune	Lieu-Dit	Section	Numéro	Observations
Castelnau-d'Estrétefonds	le deves	D	1292	

Article 3 : Opération de terrain

par lettre simple en date du jeudi 23 juillet 2020, les parties ont été informées qu'il sera procédé le mardi 25 août 2020 à 14h00 à la remise en place des bornes ou termes de limites disparus.

Aux jour et heure dits, sous ma responsabilité, M. Roman TURROQUES, Chargé d'Affaires au sein du cabinet, a procédé au rétablissement de limites en présence de :

Nom	Présent	Absent	Représenté par
M. Francis J.	X		
M. Gerard G	X		

Article 4 : Documents analysés pour le rétablissement des limites

- Les plans présentés aux parties par le Géomètre-Expert soussigné :

Points 4-14-86 : Croquis de delimitation dressé le 26/11/1979 établi par M. Michel ARMAND Géomètre-Expert à Fronton (Ref : 79421). Ce document concerne les parcelles cadastrées section D n° 1308, D n° 1002, D n° 1250 et D n° 1292.

Les parties ont pris connaissance de ce document sur lequel elles ont pu librement exprimer leurs observations.

Article 5 : Définition des limites de propriétés

- Définition et matérialisation des limites :

Après avoir retrouvé sur les lieux les repères anciens suivants :

- 4 (Borne existante)
- 14 (Borne existante)
- 86 (Borne existante)

Après avoir procédé aux mesurages entre ces points et n'avoir constaté aucune équivoque dans l'interprétation, tant des documents que des mesures qui y sont consignées,

Les repères nouveaux suivants ont été implantés :

- 20 (Borne implantée)
- 26 (Borne implantée)

Ces repères ont été reconnus conforme à la définition de la limite de propriété d'origine.

Le plan ci-contre permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets rétablis par la présente opération.

Désignation	X	Y	Nature du Sommet
4	1567859.03	2289779.47	Borne existante
14	1567785.93	2289864.67	Borne existante
20	1567882.10	2289834.90	Borne implantée
26	1567870.58	2289807.22	Borne implantée
86	1567911.60	2289905.79	Borne existante

• **Mesures permettant le rétablissement des sommets des limites :**

Définition littérale des points d'appui permettant le rétablissement des limites :

Désignation	X	Y	Nature du Sommet
29	1567842.07	2289843.13	Borne implantée
30	1567837.78	2289817.80	Borne implantée
32	1567882.46	2289834.82	Angle de bâti
33	1567860.14	2289779.30	Angle de pilier

Tableau des segments de rattachement :

Segments de Rattachement	Distance entre segments
Segment 14 - 4	112.20 m
Segment 20 - 86	76.79 m
Segment 20 - 29	40.86 m
Segment 30 - 26	34.46 m
Segment 32 - 20	0.37 m
Segment 33 - 4	1.12 m

Liste des segments définis dans le présent procès-verbal :

Segments de limite définis dans le présent P.V.	Distance entre segments
Segment 4 - 26	30.05 m
Segment 26 - 20	29.98 m

Article 6 : Clauses générales

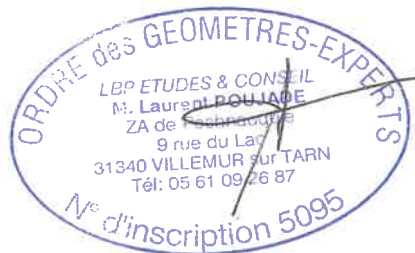
Il est rappelé que l'acte foncier cité à l'article 2 a permis de fixer les limites des propriétés et vaut titre. Cet acte fait foi entre les signataires mais aussi entre les acquéreurs et successeurs qui sont de droit subrogés dans les actions par leurs auteurs. Aucun nouveau bornage ne peut être réalisé, dès lors que le plan et le procès-verbal

antérieurs ayant reçu le consentement des parties ou tout autre document opposable aux parties (jugement, plan d'aménagement foncier, . . .) permettent de reconstituer sans ambiguïté la position de la limite.

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal de rétablissement de limites dans la base de données GEOFONCIER, mise en place par l'Ordre des Géomètres-Experts, suivant les dispositions du décret n°96-478 du 31 mai 1996 modifié organisant la profession de Géomètre-Expert. Conformément à l'article 52 dudit décret, ces documents seront communiqués à tout Géomètre-Expert qui en ferait la demande.

Les frais et honoraires relatifs aux opérations de rétablissement de limites et d'établissement du présent procès-verbal seront supportés par M. Francis J

Acte foncier fait sur 5 pages à Fronton, le mercredi 30 septembre 2020



Département : HAUTE-GARONNE
Commune : CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS
Lieu-Dit : le deves
Cadastre : section D , n° 1004-1250
Propriétaire : M Francis J
PLAN DE CONSTAT



S.A.R.L. de Géomètres-Experts
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE - ONET LE CHATEAU - VILLEMUR-SUR-TARN - FRONTON
E-mail : contact@lbpge.com - Tél. : 05.65.45.16.55

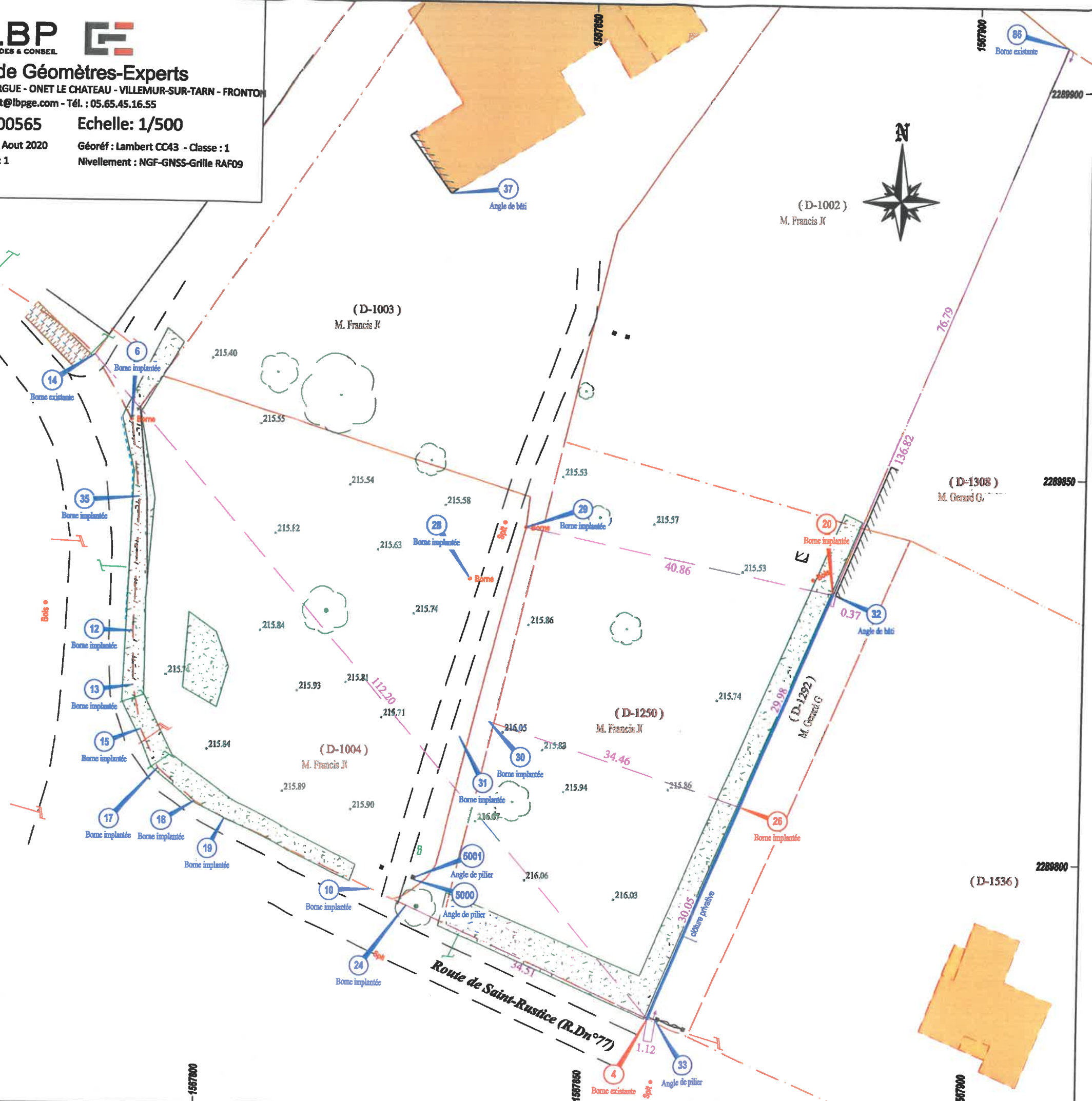
Dossier : 200565
Plan dressé le : 17 Aout 2020
Facteur d'échelle : 1

Echelle: 1/500
Géoréf : Lambert CC43 - Classe : 1
Nivellement : NGF-GNSS-Grille RAF09

Sommets de Limite		
Points	X	Y
4	1567839.03	2289779.47
6	1567790.87	2289836.41
10	1567822.85	2289795.81
12	1567791.39	2289828.94
13	1567791.49	2289821.89
14	1567785.93	2289864.67
15	1567792.43	2289816.21
17	1567794.90	2289811.18
18	1567799.62	2289806.93
19	1567803.61	2289804.77
20	1567882.10	2289834.90
24	1567827.62	2289793.75
26	1567870.58	2289807.22
28	1567834.89	2289836.40
29	1567842.97	2289843.13
30	1567837.78	2289817.80
31	1567834.89	2289815.85
32	1567882.46	2289834.82
33	1567860.14	2289779.30
37	1567831.74	2289886.11
86	1567911.60	2289903.79

ORIGINE DES LIMITES

Points 4-14-86:
Limite issue du Croquis de delimitation dressé le 28/11/1979
par M. Michel ARMAND Géomètre-Expert à Fronton (Ref:79421)



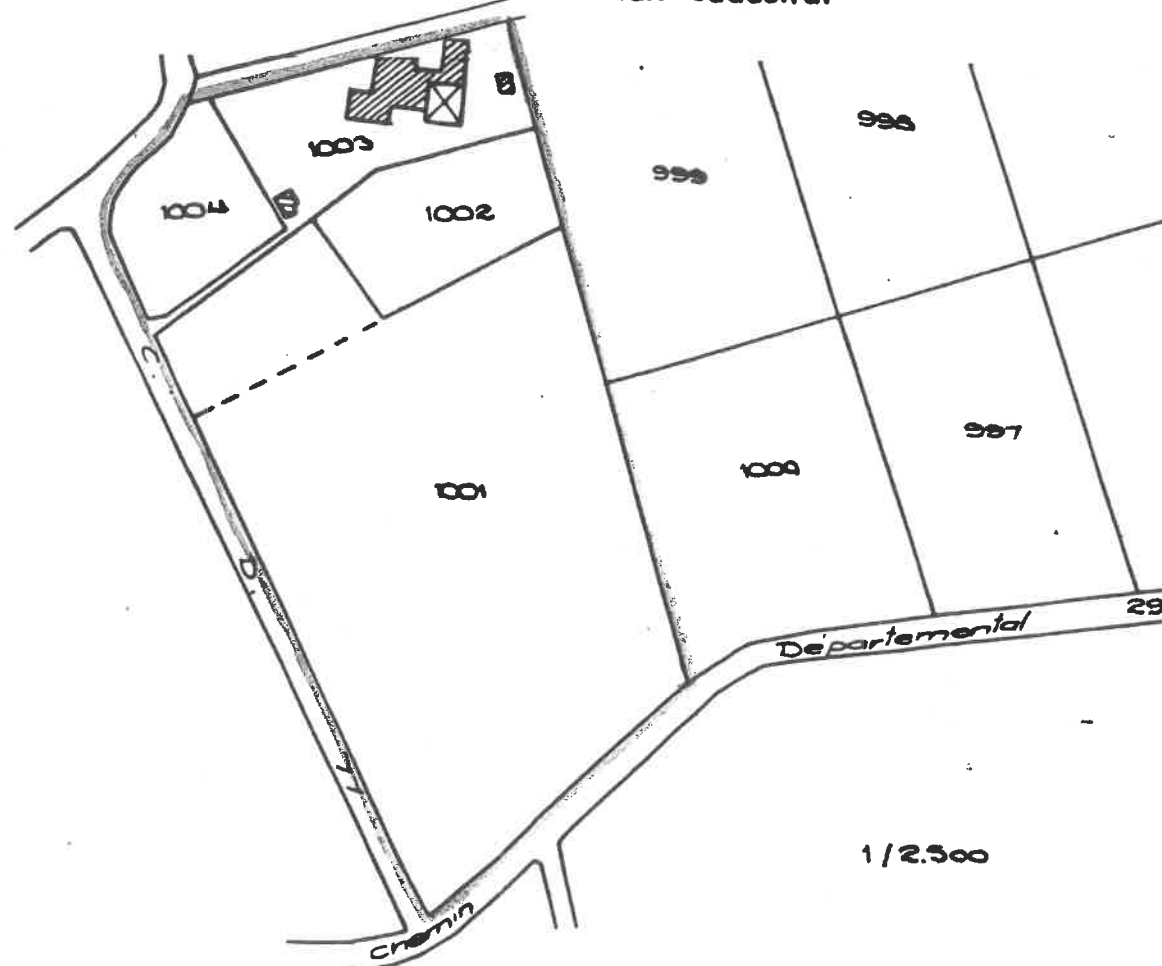
DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE CASTELNAU - D'ESTRETEFONDS

CROQUIS DE DELIMITATION

Propriété de M FAURE Roger

Extrait du Plan Cadastral



Lieu-dit: Le Devès

Section: D

N°: 1001, 1002, 1003, 1004

DELIMITATION:

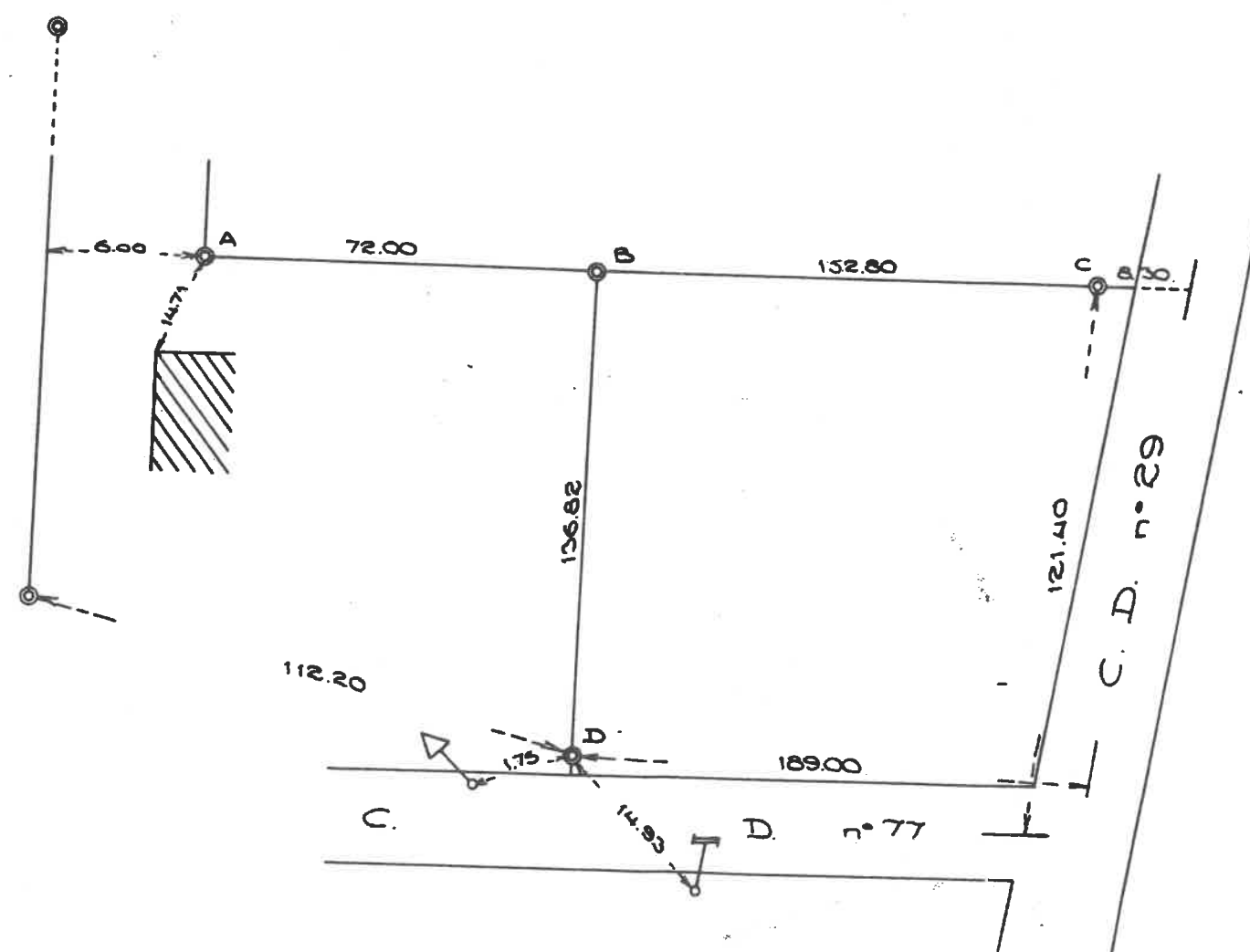
Vu pour accord sur les limites

telles qu'elles sont indiquées sur ce plan et matérialisées

sur le terrain par une borne OGE en A, B, C, D.

M. FAURE

M. ALZIEU



dressé par ARMAND Michel, Géomètre-Expert D.P.L.G.

à Fronton le 26/11/79

Ce document est un croquis et
donc, n'est pas à l'échelle

Procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques

Concernant la propriété publique suivante :

- Commune de Castelnau-d'Estrétefonds
- Voirie publique nommée
- Chemin du déves
- (Domaine Public Routier Communal)

Dossier : 200565

Date : mercredi 30 septembre 2020

Suivi : Roman TURROQUES

Vérificateur : Laurent POUJADE

Relevé préalable effectué le : lundi 17 août 2020 à 14h00

Siège social : 55 bis avenue Etienne Soulié - 12200VILLEFRANCHE DE ROUERGUE - Tél.: 05 65 45 16 55 - Fax : 05 65 45 56 77

Bureau secondaire : Le Jules Verne bat B 37 route d'Espalion 12850 ONET LE CHATEAU – Tél : 05.65.67.20.22 – Fax : 05.65.67.73.90

Bureau secondaire : 9 rue du Lac, ZA Pechnaquière- 31340 VILLEMUR SUR TARN – Tél: 05.61.09.26.87 – Fax : 05.61.35.06.17

Permanence de BARAQUEVILLE : 38 Avenue de Rodez – 12160 BARAQUEVILLE - Tél.: 05 65 69 11 45

Permanence de CAJARC : 65 Bd du Tour de Ville - 46160 CAJARC - Tél.: 05 65 40 75 23

Permanence de CARMAUX : 30 Avenue Jean Jaurès - 81400 CARMAUX - Tél.: 05 63 54 46 45

Permanence de CASTELGINEST : 38 rue Magressolles - 31780 CASTELGINEST - Tél.: 05 62 75 25 66

Permanence de RIEUPEYROUX : 25 Avenue du Rouergue - 12240 RIEUPEYROUX - Tél.: 05 65 65 53 09

E-mail : contact@lbpe.com - www.lbpe.com

S.A.R.L. de Géomètres-Experts au capital de 171 630 Euros – RCS Rodez 501 700 512 - SIRET 501 700 512 000 12 - Code APE 7112A - TVA Intracommunautaire FR 785501700512 – Inscription à l'Ordre des Géomètres



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

A la requête de M Francis J , je soussigné Laurent POUJADE Géomètre-Expert à CASTELGINEST, inscrit au tableau du conseil régional de Toulouse sous le numéro 05095, ai été chargé de mettre en oeuvre la procédure de délimitation de la propriété de la personne publique en l'occurrence la voirie communale non cadastrée nommée -Chemin du deves- et dresse en conséquence le présent procès-verbal. J'ai donné un mandat à M. Roman TURROQUES pour me représenter le jour de la délimitation.

Article 1 : Désignation des parties

La commune de CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS, propriétaire de la voie non cadastrée nommée -chemin du deves-

PROPRIÉTAIRE(S) RIVERAIN(S) CONCERNÉ(S) :

1) M. Francis JOURDANE

M. Francis J né le 03/03/1960 à Monsegur (Lot-et-Garonne) demeurant 216 Rte De Saint Rustice 31620 CASTELNAU D ESTRETEFONDS propriétaire de la parcelle cadastrée commune de Castelnau-d'Estrétefonds section D n° 1004.

Au regard de l'acte de Licitation dressé le 29/11/2002 par Maître Jacques ANDRIEU notaire à Toulouse et publié au fichier immobilier le 24/01/2003 volume 2003P. Cet Acte concerne les parcelles cadastrées section D n° 990, D n° 1003, D n° 1004, D n° 1002 et D n° 1250, relatives à la propriété de M. Francis J

Article 2 : Objet de l'opération

La présente opération de délimitation a pour objet de reconnaître de fournir à la personne publique les éléments pour lui permettre :

- D'une part, de fixer de manière certaine les limites de propriété séparatives communes et(ou) les points de limites communs,
- D'autre part, de constater la limite de fait, par décision unilatérale, correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier, y compris ses annexes s'il y a lieu,

entre :

la voie communale non cadastrée affectée de la domanialité publique artificielle nommée chemin du deves sise commune de Castelnau-d'Estrétefonds

Siège social : 55 bis avenue Etienne Soulié - 12200VILLEFRANCHE DE ROUERQUE - Tél.: 05 65 45 16 55 - Fax : 05 65 45 56 77

Bureau secondaire : Le Jules Verne bat B 37 route d'Espalion 12850 ONET LE CHATEAU - Tél.: 05.65.67.20.22 - Fax : 05.65.67.73.90

Bureau secondaire : 9 rue du Lac, ZA Pechnaquière- 31340 VILLEMUR SUR TARN - Tél.: 05.61.09.26.87 - Fax : 05.61.35.06.17

Permanence de BARAQUEVILLE : 38 Avenue de Rodez - 12160 BARAQUEVILLE - Tél.: 05 65 69 11 45

Permanence de CAJARC : 65 Bd du Tour de Ville - 46160 CAJARC - Tél.: 05 65 40 75 23

Permanence de CARMAUX : 30 Avenue Jean Jaurès - 81400 CARMAUX - Tél.: 05 63 54 46 45

Permanence de CASTELGINEST : 38 rue Magressolles - 31780 CASTELGINEST - Tél.: 05 62 75 25 66

Permanence de RIEUPEYROUX : 25 Avenue du Rouergue - 12240 RIEUPEYROUX - Tél.: 05 65 65 53 09

E-mail : contact@lbpe.com - www.lbpe.com

S.A.R.L. de Géomètres-Experts au capital de 171 630 Euros - RCS Rodez 501 700 512 - SIRET 501 700 512 000 12 - Code APE 7112A - TVA intracommunautaire FR 785501700512 - Inscription à l'Ordre des Géomètres-Experts N° 2008B200001

et d'autre part la parcelles cadastrée :

Commune	Lieu-Dit	Section	Numéro	Observations
CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS	le d e v e s	D	1004	

Le présent procès-verbal est destiné à être annexé à l'arrêté d'alignement individuel correspondant conformément à l'article L. 112-1 du code de la voirie routière.

Cet arrêté doit être pris par la personne publique propriétaire ou gestionnaire du bien affecté de la domanialité publique.

Pour clore les opérations de délimitation de la propriété des personnes publiques, l'arrêté et le présent procès-verbal devront être notifiés par la personne publique au Géomètre-Expert auteur des présentes ainsi qu'à tout propriétaire riverain concerné.

Si la procédure n'est pas menée à son terme, la personne publique devra en informer le Géomètre-Expert.

Article 3 : Débat contradictoire

Afin de procéder à une réunion le mardi 25 août 2020, ont été régulièrement convoqués par lettre simple en date du lundi 27 juillet 2020 :

- la commune de CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS
- M. Francis J

Nom	Présent	Absent	Représenté par
la commune de CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS			M Stéphan LAPORTE
M. Francis J	X		

L'organisation d'une réunion contradictoire permet de recueillir l'ensemble des éléments probants, les dires des parties, afin de :

- Respecter les prérogatives de la personne publique en matière de conservation d'un bien affecté de la domanialité publique.
- Respecter les droits des propriétaires privés.
- Prévenir les contentieux.

Article 4 : Documents analysés pour la définition des limites

- Les plans présentés aux parties par le Géomètre-Expert soussigné :

Points 4-14-86 : Croquis de delimitation dressé le 26/11/1979 établi par M. Michel ARMAND Géomètre-Expert à Fronton (Ref : 79421). Ce document concerne les parcelles cadastrées section D n° 1308, D n° 1002, D n° 1250 et D n° 1292.

- Les titres de propriété et en particulier :

Les actes mentionnés à l'article 1 paragraphes 1 et 2, ne comportent que la seule désignation cadastrale.

- Les documents présentés par les riverains :

- Aucun document autre que les titres de propriété n'a été présenté par les parties.

- Les documents présentés par les parties :

- Aucun document autre que les titres de propriété n'a été présenté par les parties.

- Les signes de possession et en particulier :

- Les dires des parties repris ci-dessous :

les parties n'ont pas fait de déclaration sur la définition des limites foncières

Les parties signataires ont pris connaissance de ces documents sur lesquels elles ont pu exprimer librement leurs observations.

- Analyse expertale et synthèse des éléments remarquables :

•

L'assiette constatée de l'ouvrage public concorde en tous points avec la limite de propriété existante. Aucun transfert de propriété ou régularisation foncière n'est à prévoir.

Article 5 : Définition des limites de propriétés

- Définition et matérialisation des limites :

A l'issue de la réunion contradictoire, de l'analyse des signes de possession constatés, de l'analyse des documents cités ci-dessus, de l'état des lieux

Après avoir entendu l'avis des parties présentes, Les repères nouveaux :

- 6 (Borne implantée)
- 12 (Borne implantée)
- 13 (Borne implantée)
- 15 (Borne implantée)
- 17 (Borne implantée)
- 35 (Borne implantée)

ont été implantés.

Ils deviendront effectifs après établissement de l'arrêté notifié par la personne publique aux propriétaires riverains concernés, et purgé des délais de recours.

Les limites de propriété objet du présent procès-verbal de délimitation sont fixées suivant la ligne :

- 6 (Borne implantée)
- 12 (Borne implantée)
- 13 (Borne implantée)
- 15 (Borne implantée)
- 17 (Borne implantée)
- 35 (Borne implantée)

Le plan ci-annexé, dressé le 30/09/2020, par le Géomètre-Expert soussigné à l'échelle du 1/500 sous la référence 200565 permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis par le présent procès-verbal.

Désignation	X	Y	Nature du Sommet
6	1567790.87	2289856.41	Borne implantée
12	1567791.39	2289828.94	Borne implantée
13	1567791.49	2289821.89	Borne implantée
15	1567792.63	2289816.21	Borne implantée
17	1567794.90	2289811.18	Borne implantée
35	1567791.99	2289846.34	Borne implantée

Article 6 : Définition de la limite de fait

- Définition et matérialisation des limites :

A l'issue du constat de l'assiette, de l'ouvrage public existant, après avoir entendu l'avis des parties présentes, La limite de fait correspond à la limite de propriété (voir article 5).

Article 7 : Régularisation foncière

La présente délimitation a permis de mettre en évidence la concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public. Aucune régularisation foncière n'est à prévoir.

Article 8 : Mesures permettant le rétablissement des sommets des limites

- Mesures permettant le rétablissement des sommets des limites :

Définition littérale des points d'appui permettant le rétablissement des limites :

Désignation	X	Y	Nature du Sommet
14	1567785.93	2289864.67	Borne existante
28	1567834.89	2289836.40	Borne implantée
37	1567831.74	2289886.11	Angle de bâti

Tableau des segments de rattachement :

Segments de Rattachement	Distance entre segments
Segment 6 - 14	9.63 m
Segment 6 - 37	50.52 m
Segment 28 - 35	44.04 m
Segment 28 - 12	44.14 m
Segment 28 - 13	45.76 m
Segment 28 - 15	46.84 m
Segment 28 - 17	47.29 m

Liste des segments définis dans le présent procès-verbal :

Segments de limite définis dans le présent P.V.	Distance entre segments
Segment 6 - 35	10.13 m
Segment 12 - 13	7.05 m
Segment 13 - 15	5.79 m
Segment 15 - 17	5.52 m
Segment 35 - 12	17.41 m

Article 9 : Observations complémentaires

Article 10 : Rétablissement des bornes ou repères

Le Géomètre-Expert remettra en place les bornes ou repères disparus définissant les limites de propriété dont le rétablissement est sans équivoque et sans aucune interprétation des documents ou mesures existants.

Ces bornes ou repères préalablement définis dans le présent procès-verbal seront rétablis sous réserve d'avoir été confirmés :

-Soit par l'arrêté auquel il est destiné en cas de concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public,

-Soit par l'acte translatif authentique, notarié ou administratif en cas de discordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public.

Le Géomètre-Expert, missionné à cet effet, procédera au rétablissement desdites bornes ou repères après en avoir informé les propriétaires concernés, et en dressera certificat. Ce certificat devra relater le déroulement des opérations et les modalités techniques adoptées en référence au présent document.

Ce certificat sera notifié à la personne publique et aux propriétaires riverains.

Article 11 : Clauses générales

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal de délimitation dans la base de données GEOFONCIER mise en place par l'Ordre des Géomètres Experts, suivant les dispositions du décret n°96-478 du 31 mai 1996 modifié organisant la profession de Géomètre-Expert. Conformément à l'article 52 dudit décret, ces documents seront communiqués à tout Géomètre Expert qui en ferait la demande.

En référence à l'article L111-5-3 du Code de l'urbanisme, en cas de vente ou de cession de l'une quelconque des propriétés objet des présentes, son propriétaire devra faire mentionner, dans l'acte, par le notaire, l'existence du présent procès-verbal et de l'arrêté auquel il est destiné.

Fait sur 7 pages à Fronton, le mercredi 30 septembre 2020

Le Géomètre-Expert soussigné auteur des présentes



Cadre réservé à l'administration :

Document annexé à l'arrêté en date du

Département : HAUTE-GARONNE
Commune : CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS
Lieu-Dit : le deves
Cadastre : section D , n° 1004-1250
Propriétaire : M Francis J
PLAN DE DÉLIMITATION

LBP
ETUDES & CONSEIL

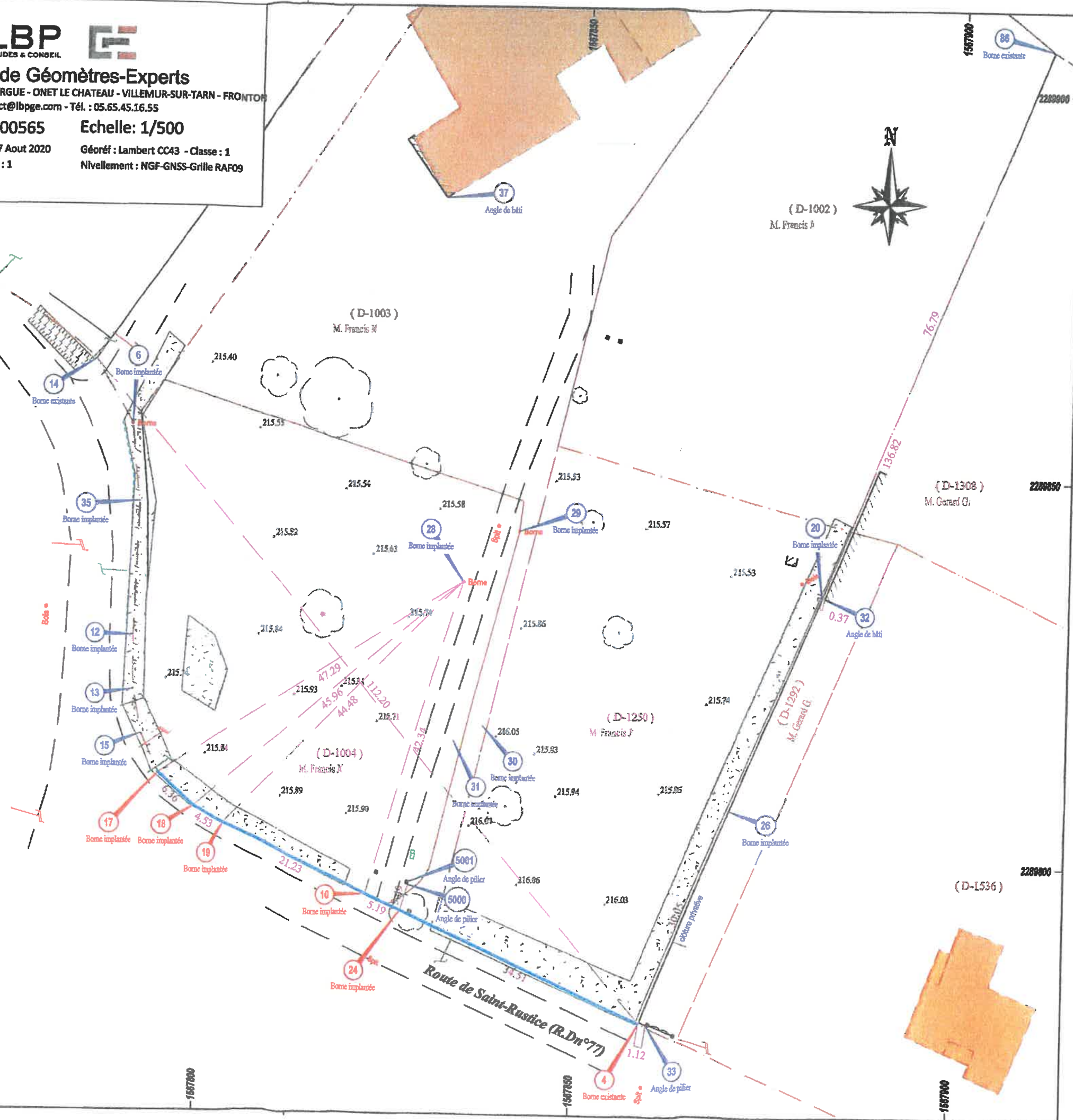
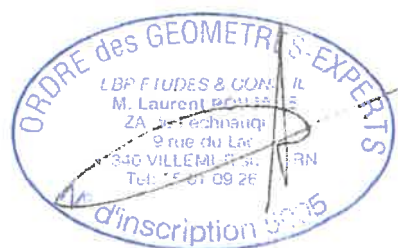
S.A.R.L. de Géomètres-Experts
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE - ONET LE CHATEAU - VILLEMUR-SUR-TARN - FRONTON
E-mail : contact@lbpge.com - Tél. : 05.65.45.16.55

Dossier : 200565 Echelle: 1/500
Plan dressé le : 17 Aout 2020 Géoréf : Lambert CC43 - Classe : 1
Facteur d'échelle : 1 Nivellement : NGF-GNSS-Grille RAF09

Sommets de Limite		
Points	X	Y
4	156789.03	228979.47
6	156790.87	228983.41
10	156792.85	228995.81
12	156791.39	228983.94
13	156791.49	2289821.89
14	156785.93	2289864.67
15	156792.63	2289816.21
17	156794.90	2289811.38
18	156799.62	2289806.93
19	156789.61	2289804.77
20	1567882.10	2289834.90
24	1567827.62	2289793.75
26	1567870.58	2289807.21
28	1567834.89	2289836.40
29	1567842.87	2289843.13
30	1567877.78	2289817.80
31	1567834.89	2289815.85
32	1567882.46	2289834.82
33	1567860.14	2289779.39
37	1567831.74	2289806.11
86	1567911.60	2289905.79

ORIGINE DES LIMITES

Points 4-14-86:
Limite issue du Croquis de délimitation dressé le 26/11/1979
par M. Michel ARMAND Géomètre-Expert à Fronton (Ref:79421)



Arrêté de voirie n°298

Le Président de la Communauté de Communes du Frontonnais,

VU la demande en date du 30/09/2020 par laquelle :

LBP ETUDES & CONSEIL - Géomètres experts
14 Rue de la République
31620 FRONTON

sollicite l'alignement le long de la voie nommée ci-dessous

Chemin du Devès
31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

Section D
Parcelle 1004-1250

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Général de la Propriété de la Personne Publique, et notamment l'article L 311-1,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L 421-1 et suivants ;

VU le Règlement Intercommunal de Voirie de la CCF adopté par délibération du 2 juillet 2015.

VU l'état des lieux ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Alignement

L'alignement de la voie au droit de la propriété située en bordure de la voie communautaire au :

Chemin du Devès
31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

Section D
Parcelle 1004-1250

est défini :

- Tel que sur le plan établi en date du 17/08/2020 par le cabinet de géomètres experts LBP Etudes & Conseil sous référence 200565.

ARTICLE 2 – Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants. Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 3 – Responsabilité

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – Validité et renouvellement de l'arrêté.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. La présente autorisation est délivrée pour une validité de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut une nouvelle demande devra être effectuée.

ARTICLE 5 – Publication et Affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

A Fronton, le 6 octobre 2020

Le Directeur des Services Techniques
Christophe LARTIGUE



Diffusions :

Le bénéficiaire pour attribution

La commune de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS pour information

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du Service technique de la communauté de communes du Frontonnais ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques

Concernant la propriété publique suivante :

- Commune de Castelnau-d'Estrétefonds
- Voirie publique nommée
- Route de Saint-Rustice (R. Dn°77)
- (Domaine Public Routier Departemental)

Dossier : 200565

Date : mercredi 30 septembre 2020

Suivi : Roman TURROQUES

Vérificateur : Laurent POUJADE

Relevé préalable effectué le : lundi 17 août 2020 à 14h00

A la requête de M. Francis J , je soussigné Laurent **POUJADE** Géomètre-Expert à CASTELGINEST, inscrit au tableau du conseil régional de Toulouse sous le numéro 05095, ai été chargé de mettre en oeuvre la procédure de délimitation de la propriété de la personne publique en l'occurrence la voirie départementale non cadastrée nommée -Route de Saint-Rustice (R. Dn°77)- et dresse en conséquence le présent procès-verbal.

Article 1 : Désignation des parties

PROPRIÉTAIRE(S) DEMANDEUR(S) :

Le département de la Haute-Garonne, propriétaire de la voie non cadastrée nommée -Route de Saint-Rustice (R. Dn°77)-

PROPRIÉTAIRE(S) RIVERAIN(S) CONCERNÉ(S) :

1) M. Francis J

M. Francis J né le 03/03/1960 à Monsegur (Lot-et-Garonne) demeurant 216 Rte De Saint Rustice 31620 CASTELNAU D ESTRETEFONDS propriétaire des parcelles cadastrées commune de Castelnau-d'Estrétefonds section D n° 1003, D n° 1004 et D n° 1250.

Au regard de l'acte de Licitation dressé le 29/11/2002 par Maître Jacques ANDRIEU notaire à Toulouse et publié au fichier immobilier le 24/01/2003 volume 2003P. Cet Acte concerne les parcelles cadastrées section D n° 990, D n° 1003, D n° 1004, D n° 1002 et D n° 1250, relatives à la propriété de M. Francis J .

Article 2 : Objet de l'opération

La présente opération de délimitation a pour objet de reconnaître de fournir à la personne publique les éléments pour lui permettre :

- D'une part, de fixer de manière certaine les limites de propriété séparatives communes et(ou) les points de limites communs,
- D'autre part, de constater la limite de fait, par décision unilatérale, correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier, y compris ses annexes s'il y a lieu,

entre :

la voie départementale non cadastrée affectée de la domanialité publique artificielle nommée Route de Saint-Rustice (R. Dn°77) sise commune de Castelnau-d'Estrétefonds

et d'autre part les parcelles cadastrées :

Commune	Lieu-Dit	Section	Numéro	Observations
CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS	le deves	D	1003	
CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS	le deves	D	1004	
CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS	le deves	D	1250	

Le présent procès-verbal est destiné à être annexé à l'arrêté d'alignement individuel correspondant conformément à l'article L. 112-1 du code de la voirie routière.

Cet arrêté doit être pris par la personne publique propriétaire ou gestionnaire du bien affecté de la domanialité publique.

Pour clore les opérations de délimitation de la propriété des personnes publiques, l'arrêté et le présent procès-verbal devront être notifiés par la personne publique au Géomètre-Expert auteur des présentes ainsi qu'à tout propriétaire riverain concerné.

Si la procédure n'est pas menée à son terme, la personne publique devra en informer le Géomètre-Expert.

Article 3 : Débat contradictoire

Afin de procéder à une réunion le mardi 25 août 2020, ont été régulièrement convoqués par lettre simple en date du lundi 27 juillet 2020 :

-Département de la Haute-Garonne

-M. Francis J

Nom	Présent	Absent	Représenté par
Département de la Haute-Garonne			M DAPOT
M. Francis J	X		

L'organisation d'une réunion contradictoire permet de recueillir l'ensemble des éléments probants, les dires des parties, afin de :

- Respecter les prérogatives de la personne publique en matière de conservation d'un bien affecté de la domanialité publique.
- Respecter les droits des propriétaires privés.
- Prévenir les contentieux.

Article 4 : Documents analysés pour la définition des limites

- Les plans présentés aux parties par le Géomètre-Expert soussigné :

Points 4-14-86 : Croquis de delimitation dressé le 26/11/1979 établi par M. Michel ARMAND Géomètre-Expert à Fronton (Ref : 79421). Ce document concerne les parcelles cadastrées section D n° 1308, D n° 1002, D n° 1250 et D n° 1292.

- Les titres de propriété et en particulier :

Les actes mentionnés à l'article 1 paragraphes 1 et 2, ne comportent que la seule désignation cadastrale.

- Les documents présentés par les riverains :

- Aucun document autre que les titres de propriété n'a été présenté par les parties.

- Les documents présentés par les parties :

- Aucun document autre que les titres de propriété n'a été présenté par les parties.

- Les signes de possession et en particulier :

- Les dires des parties repris ci-dessous :

les parties n'ont pas fait de déclaration sur la définition des limites foncières

Les parties signataires ont pris connaissance de ces documents sur lesquels elles ont pu exprimer librement leurs observations.

- Analyse expertale et synthèse des éléments remarquables :

L'assiette constatée de l'ouvrage public concorde en tous points avec la limite de propriété existante. Aucun transfert de propriété ou régularisation foncière n'est à prévoir.

Article 5 : Définition des limites de propriétés

- Définition et matérialisation des limites :

A l'issue de la réunion contradictoire, de l'analyse des signes de possession constatés, de l'analyse des documents cités ci-dessus, de l'état des lieux

Après avoir entendu l'avis des parties présentes, Les repères nouveaux :

- 4 (Borne existante)
- 10 (Borne implantée)
- 17 (Borne implantée)
- 18 (Borne implantée)
- 19 (Borne implantée)
- 24 (Borne implantée)

ont été implantés.

Ils deviendront effectifs après établissement de l'arrêté notifié par la personne publique aux propriétaires riverains concernés, et purgé des délais de recours.

Les limites de propriété objet du présent procès-verbal de délimitation sont fixées suivant la ligne :

- 4 (Borne existante)
- 10 (Borne implantée)
- 17 (Borne implantée)
- 18 (Borne implantée)
- 19 (Borne implantée)
- 24 (Borne implantée)

Le plan ci-annexé, dressé le 30/09/2020, par le Géomètre-Expert soussigné à l'échelle du 1/500 sous la référence 200565 permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis par le présent procès-verbal.

Désignation	X	Y	Nature du Sommet
4	1567859.03	2289779.47	Borne existante
10	1567822.85	2289795.81	Borne implantée
17	1567794.90	2289811.18	Borne implantée
18	1567799.62	2289806.93	Borne implantée
19	1567803.61	2289804.77	Borne implantée
24	1567827.62	2289793.75	Borne implantée

Article 6 : Définition de la limite de fait

- Définition et matérialisation des limites :

A l'issue du constat de l'assiette, de l'ouvrage public existant, après avoir entendu l'avis des parties présentes, La limite de fait correspond à la limite de propriété (voir article 5).

Article 7 : Régularisation foncière

La présente délimitation a permis de mettre en évidence la concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public. Aucune régularisation foncière n'est à prévoir.

Article 8 : Mesures permettant le rétablissement des sommets des limites

- Mesures permettant le rétablissement des sommets des limites :

Définition littérale des points d'appui permettant le rétablissement des limites :

Désignation	X	Y	Nature du Sommet
14	1567785.93	2289864.67	Borne existante
26	1567870.58	2289807.22	Borne implantée
28	1567834.89	2289836.40	Borne implantée
33	1567860.14	2289779.30	Angle de pilier
5000	1567828.66	2289797.08	Angle de pilier

Tableau des segments de rattachement :

Segments de Rattachement	Distance entre segments
Segment 4 - 26	30.05 m
Segment 14 - 4	112.20 m
Segment 24 - 5000	3.49 m
Segment 28 - 17	47.29 m
Segment 28 - 18	45.96 m
Segment 28 - 19	44.48 m
Segment 28 - 10	42.34 m

Liste des segments définis dans le présent procès-verbal :

Segments de limite définis dans le présent P.V.	Distance entre segments
Segment 6 - 35	10.13 m
Segment 12 - 13	7.05 m
Segment 13 - 15	5.79 m
Segment 15 - 17	5.52 m
Segment 35 - 12	17.41 m

Article 9 : Observations complémentaires

Article 10 : Rétablissement des bornes ou repères

Le Géomètre-Expert remettra en place les bornes ou repères disparus définissant les limites de propriété dont le rétablissement est sans équivoque et sans aucune interprétation des documents ou mesures existants.

Ces bornes ou repères préalablement définis dans le présent procès-verbal seront rétablis sous réserve d'avoir été confirmés :

-Soit par l'arrêté auquel il est destiné en cas de concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public,

-Soit par l'acte translatif authentique, notarié ou administratif en cas de discordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public.

Le Géomètre-Expert, missionné à cet effet, procédera au rétablissement desdites bornes ou repères après en avoir informé les propriétaires concernés, et en dressera certificat. Ce certificat devra relater le déroulement des opérations et les modalités techniques adoptées en référence au présent document.

Ce certificat sera notifié à la personne publique et aux propriétaires riverains.

Article 11 : Clauses générales

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal de délimitation dans la base de données GEOFONCIER mise en place par l'Ordre des Géomètres Experts, suivant les dispositions du décret n°96-478 du 31 mai 1996 modifié organisant la profession de Géomètre-Expert. Conformément à l'article 52 dudit décret, ces documents seront communiqués à tout Géomètre Expert qui en ferait la demande.

En référence à l'article L111-5-3 du Code de l'urbanisme, en cas de vente ou de cession de l'une quelconque des propriétés objet des présentes, son propriétaire devra faire mentionner, dans l'acte, par le notaire, l'existence du présent procès-verbal et de l'arrêté auquel il est destiné.

Fait sur 7 pages à Fronton, le mercredi 30 septembre 2020

Le Géomètre-Expert soussigné auteur des présentes

Cadre réservé à l'administration :

Document annexé à l'arrêté en date du

LBP
LABORATOIRES
DE
BIOMÉTRIE
PÉDAGOGIQUE

S.A.R.L. de Géomètres-Experts
VILLAINES DE ROCHEFORT - 08117 LE CHATEAU - VILLAINES-SUR-PAÏS - MONTOIS
Cédest : Centre de Physique - Tél : 03.26.43.14.85

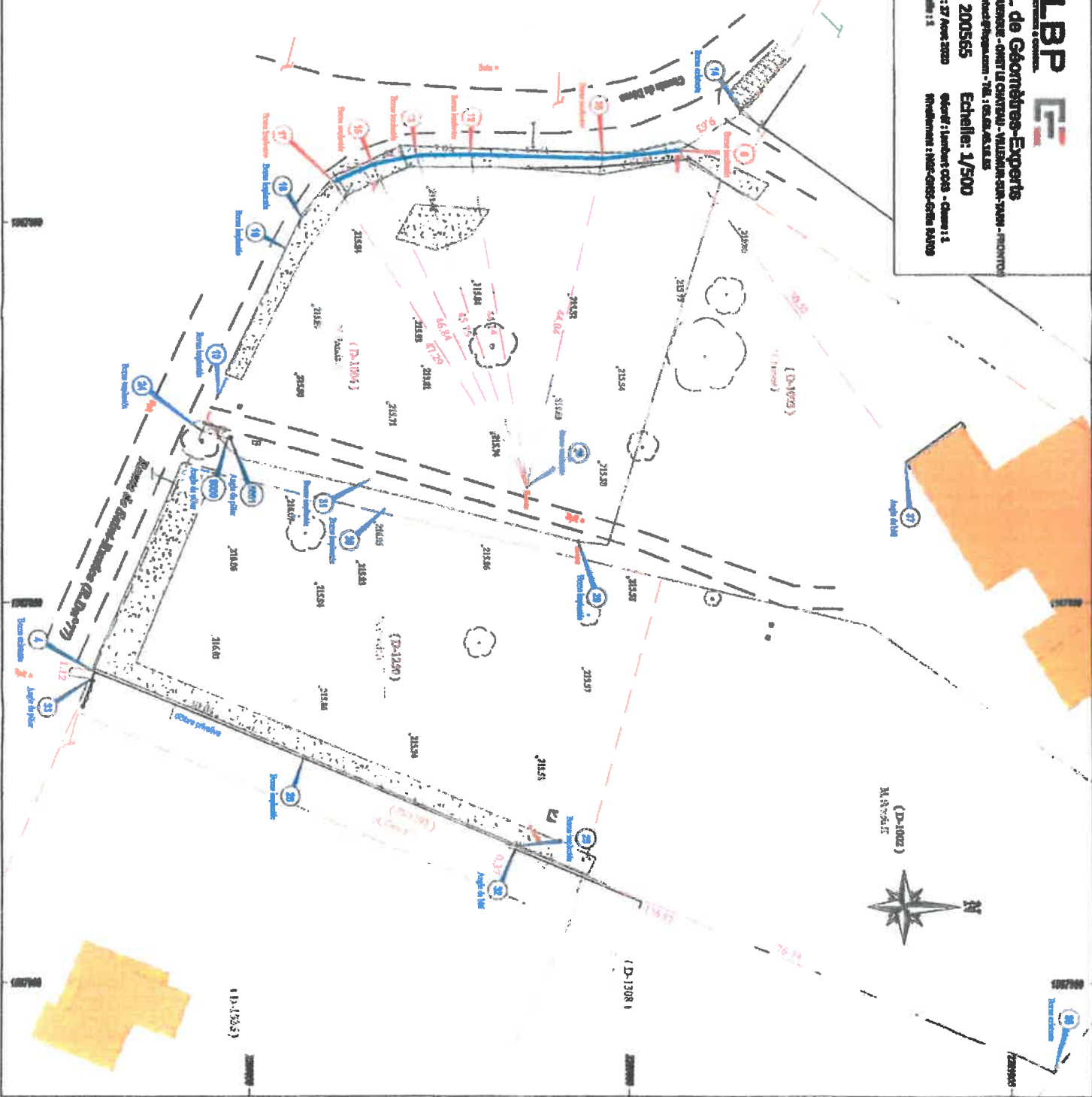
Dossier : 200565
Plan dressé le : 27 Aout 2020
Fichier de Villes : 1

Echelle: 1/500
Géod. : Lambert 933 - Clus : 1
Informations : HNE-CGEO-CGEO 14/05

Index	Dimensions of Indicators	
	X	Y
1	DEVELOP	DEVELOP
2	DEVELOP	DEVELOP
3	DEVELOP	DEVELOP
4	DEVELOP	DEVELOP
5	DEVELOP	DEVELOP
6	DEVELOP	DEVELOP
7	DEVELOP	DEVELOP
8	DEVELOP	DEVELOP
9	DEVELOP	DEVELOP
10	DEVELOP	DEVELOP
11	DEVELOP	DEVELOP
12	DEVELOP	DEVELOP
13	DEVELOP	DEVELOP
14	DEVELOP	DEVELOP
15	DEVELOP	DEVELOP
16	DEVELOP	DEVELOP
17	DEVELOP	DEVELOP
18	DEVELOP	DEVELOP
19	DEVELOP	DEVELOP
20	DEVELOP	DEVELOP

ORGONE DES LIMITES

Under Review
Under Review to Congress on date: 08/01/2011
per the Federal Acquisition Regulation (FAR) 27.102-1



Villemur, le mardi 13 octobre 2020



ARRETE DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

DIRECTION
DES ROUTES

Pôle Routier de Villemur
4, rue Urbain VIGNERES
31340 VILLEMUR/TARN
Tél. : 05 62 22 91 60
Fax : 05 34 33 19 58
Routes.villemur@cd31.fr
Réf. à rappeler :
2020118434

VU

la demande en date du 05/10/2020 par laquelle L.B.P
demeurant à 9 rue du Lac 31340 VILLEMUR-SUR-TARN
demande L'ALIGNEMENT

Route Départementale 77 située hors agglomération route
de Saint-Rustice, commune de CASTELNAU
D'ESTRETEFONDS,

au droit des parcelles cadastrées section D parcelle(s)
numéro(s) 1250 - 1004

VU

le code de la voirie routière,

VU

le code général des collectivités territoriales,

VU

la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés
des communes, des départements et des régions, modifiée
et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi
83-8 du 07 janvier 1983,

VU

le règlement général de voirie du 20/01/2000 relatif à la
conservation et la surveillance des routes départementales,

VU

l'arrêté du Président du Conseil Départemental du 2 avril
2015 portant délégation de signature,

VU

l'état des lieux,

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement.

L'alignement de la voie sus mentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini comme suit: En l'absence de documents, la délimitation de fait du domaine public constituée par la voirie et ses dépendances est définie par une ligne fictive **tel que représenté sur le plan joint au présent arrêté.**

ARTICLE 2 - Responsabilité.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 - Formalités d'urbanisme.

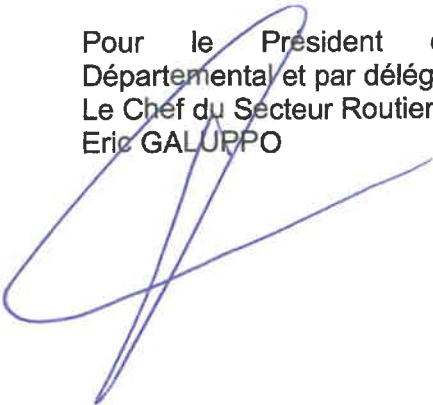
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Pour le Président du Conseil
Départemental et par délégation,
Le Chef du Secteur Routier
Eric GALUPPO



DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Pôle Routier de Villemur, pour attribution

La commune de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS pour information

ANNEXES

Plan de l'alignement

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du Pôle Routier de Villemur –SUR-Tarn ci-dessus désigné.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.